

Débat de politique départemental

La Seine-Maritime terre d'avenir pour les énergies renouvelables au service de la lutte contre la précarité

Intervention d'Alban BRUNEAU

La crise énergétique, malheureusement annoncée depuis que les gouvernements successifs ont démantelé le service public de l'énergie, pour le livrer à l'appétit des marchés et à leurs excès qui finissent tôt ou tard par se révéler, nous touche de plein de fouet.

Nous : usagers, entreprises, artisans, commerçants, collectivités. Et encore une fois, ce sont les personnes les plus démunies, les premières impactées via notamment les passoires thermiques ou leurs faibles ressources.

Les raisons de cette crise sont multiples. Il y a bien sûr la guerre en Ukraine, mais ce conflit désastreux ne peut pas expliquer la situation dans laquelle nous nous trouvons. Nous payons cash 30 années de libéralisation, de choix politiques désastreux.

En 1945, à la Libération, les dizaines de sociétés du secteur de l'énergie sont nationalisées. A l'époque, le Conseil National de la Résistance prend comme engagement, je cite parce que c'est important et révélateur de la régression vécue depuis que nos gouvernants s'en sont écartés :

« Retour à la Nation des grands moyens de production monopolisés, fruit du travail commun, des sources d'énergie, des richesses du sous-sol ». L'énergie est alors considérée comme « un bien commun nécessaire à la vie ».

Mais depuis les années 1990, les gouvernements successifs n'ont cessé de revenir sur cette définition en libéralisant et en privatisant le secteur de l'énergie. On peut tous en constater aujourd'hui les conséquences... On nous annonce que la France, 7ème puissance mondiale, risque de devoir couper l'électricité de manière ponctuelle sur certaines parties de son territoire, si la situation n'était pas dramatique elle en serait presque que ubuesque.

Vendredi dernier, la direction de l'EHPAD de ma commune a été informée qu'elle n'était pas prioritaire en cas de coupure électrique cet hiver parce qu'aucun de ses résidents n'est sous respirateur artificielle. C'est rassurant !

Face à ces constats, et au regard de la nécessité de sortir des énergies fossiles, le développement des énergies renouvelables apparaît comme une solution indispensable pour renforcer le mix énergétique français, mais pas n'importe où, pas n'importe comment, et pas à n'importe quel prix.

Nous parlons bien ici d'un mix, car nous avons besoin de toutes les sources d'énergie non fossiles, pilotables et maîtrisées par la puissance publique. Les ENR ne pourront évidemment pas répondre à tous les besoins.

Et donc, il ne faut pas confondre vitesse et précipitation. Si nous devons accélérer le développement des ENR, il est nécessaire de le faire dans un cadre démocratique en y associant la population. Un passage en force ne ferait qu'augmenter les rejets, les conflits et les recours.

Il est également nécessaire que les élus locaux, à commencer par les maires, garants de la démocratie de proximité en étant au contact direct des habitants, soient consultés sur chaque projet et que leurs avis soient respectés. Si un Maire n'a plus de droit de regard sur le devenir du foncier de sa commune il va falloir nous expliquer leur utilité réelle ?

Par ailleurs, il ne faut pas que sous couvert de crise énergétique ou climatique, nous accélérions la crise écologique et notamment la chute de la biodiversité, ce que compte d'ailleurs faire le gouvernement en autorisant l'importation de gaz de schiste provenant des Etats-Unis pour alimenter le futur terminal méthanier du port du Havre.

Aussi, il est impératif que les emplacements des futurs projets d'ENR soient bien réfléchis en amont. Je pense aux installations photovoltaïques, il y a suffisamment d'espaces artificialisés et de toits de bâtiments disponibles pour accueillir des panneaux solaires, n'allons pas en mettre sur des terres agricoles ou des zones naturelles.

Enfin, la priorité doit être de tirer les enseignements de la crise actuelle, pour revenir sur 30 années de libéralisation nocive et garantir ainsi de nouveau, pour tous, à un accès à l'énergie, qui n'est pas un luxe, mais un indispensable à la vie quotidienne.

Pour atteindre cette ambition, nous avons besoin urgemment de revenir à un secteur public de l'énergie en France qui mettra fin à la spéculation responsable de l'explosion des tarifs, et qui garantira à tous un accès à l'électricité et au gaz à partir de tarifs encadrés (régulés).